

DEPARTEMENT <i>Isère</i> CANTON <i>Bourgoin Jallieu</i> COMMUNE <i>Bourgoin Jallieu</i>	REPUBLICQUE FRANÇAISE LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE ARRETE DU MAIRE N° DST-C-T-2026-19
Arrêté Temporaire Modifiant la Circulation et le Stationnement des Véhicules Du jeudi 1^{er} janvier au jeudi 31 décembre 2026– rue de l’Etissey, impasse de l’Etissey Pendant des travaux de construction et agrandissement d’un bâtiment	

Le Maire de la Commune de Bourgoin-Jallieu,

Vu les articles 2212-1, 2212-2, 2213-1 et 2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la Commune,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8^e partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents,

Vu la décision tarifaire DC2018-176 relative à la tarification d'occupation du domaine public (manifestations et travaux)

Vu la demande présentée par **La Fraternelle, 11 rue de l’Etissey 38300 Bourgoin jallieu- qui sollicite l’autorisation d’effectuer des travaux de construction et agrandissement d’un bâtiment, rue de l’Etissey, impasse de l’Etissey Du jeudi 1^{er} janvier au jeudi 31 décembre 2026**, et qui prend l'engagement de subvenir aux frais de balisage et de signalisation ainsi que de décharger expressément la commune et ses représentants de toutes les responsabilités civiles, en ce qui concerne tous les risques éventuels et notamment les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes ou aux biens par le fait d'un accident survenu au cours ou à l'occasion du chantier et s'engage à supporter ces mêmes risques et déclare être assurée à cet effet auprès d'une compagnie française agréée par le Ministère du travail,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Du jeudi 1^{er} janvier au jeudi 31 décembre 2026, afin de réaliser des travaux de construction et agrandissement d'un bâtiment, les dispositions suivantes seront prises en matière de circulation et de stationnement rue de l’Etissey, impasse de l’Etissey :

I – Circulation

- ✚ Dans le cadre de l’approvisionnement du chantier, l’arrivée et le départ se feront via l’avenue Henri Barbusse. La base vie sera implantée sur le parking public impasse de l’Etissey sur 10 places de stationnements. Cette base vie ainsi que le chantier seront clôturée à l’aide de barrières de type Héras avec un portail cadénacé en cas de non utilisation.
- ✚ La place pour les personnes à mobilité réduite sera déplacée et recrée le long du chantier.
- ✚ L’impasse de l’Etissey restera ouverte à la circulation en permanence (accès gendarmerie) avec des chaussées rétrécies.
- ✚ Le cheminement des piétons au droit du chantier sur la l’impasse de l’Etissey sera interdit et dévié sur le trottoir d’en face.
- ✚ Le stationnement des véhicules de chantier sera autorisé uniquement sur des places de stationnements.
- ✚ Un fléchage devra être mis en place depuis les sorties d’autoroute afin de guider les chauffeurs sur les grands axes
- ✚ Toutes les installations (palissades, cheminement piétons, signalisation ...) devront être entretenues tout au long du chantier.
- ✚ Le stationnement sera interdit au droit des travaux.
- ✚ Toutes les manœuvres en entrée / sortie du chantier se feront à l’aide d’un homme trafic.

II – Balisage et entretien du chantier

- ✚ La signalisation du chantier devra être visible de jour comme de nuit et ce durant toute la durée du chantier.
- ✚ L’entreprise devra respecter la réglementation interministérielle en vigueur (balisage des travaux, barrières, cônes, chaussée rétrécie, vitesse limitée à 30 km/h, « sortie de camion », ...).
- ✚ Le chantier devra rester propre en permanence.
- ✚ Mise en place de protection contre les projections et les poinçonnements.
- ✚ Si la voirie subissait des dégradations liées au chantier celle-ci devra faire l’objet d’une réfection.
- ✚ Un nettoyage des voiries environnantes sera effectué au minimum une fois par semaine et au besoin.

Prescriptions techniques

- Remise en état des abords du chantier à l’existant suivant le constat d’huissier (à fournir rapidement à la ville)
- Découpe propre de l’enrobé à la scie.
- Evacuation complète de la fouille.

- Apport en gravier-tout venant 0/80 par couche de 20cm compacté.
- Réfection définitive et immédiate, soignée, en enrobée chaud-formule 0/10 à raison de 180kg/m2 sur chaussée.
- Réfection définitive et immédiate, soignée, en enrobée chaud-formule 0/6 à raison de 120kg/m2 sur trottoir.
- Emulsion des lèvres sur la tranchée.
- Remise en état des abords après intervention (signalisation horizontale et verticale, pavage, espaces verts).

La sécurisation et la signalisation seront conformes à l'instruction interministérielle précitée.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire, de jour comme de nuit, sera mise en place par le demandeur, sous sa responsabilité, ainsi que toutes les mesures relatives à la protection et à la circulation des piétons, ainsi que les personnes à mobilité réduite (sa fixation s'effectuera par des lestages appropriés).

ARTICLE 3

Le demandeur devra afficher la nature et la durée des travaux, ainsi que la personne à contacter. Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté, sur le site, est **obligatoire**.

ARTICLE 4

Toutes les voies et places concernées par le présent arrêté devront demeurer accessibles, à tout instant, aux services de secours, au SMUR, et à tous les véhicules de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 5

Si, pour des raisons imprévues, les travaux ne pouvaient être exécutés dans les délais impartis, les dispositions du présent arrêté seraient prorogées, et ce, après accord des Services Municipaux. Les conséquences financières seraient elles-mêmes appliquées conformément à l'article 2.

ARTICLE 6

Les véhicules en stationnement irrégulier pourront faire l'objet d'un enlèvement immédiat pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R 417.10.

ARTICLE 7

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative (R 421.1 et suivants), le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication ou de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit :

- à compter de la notification de la décision de l'autorité territoriale
- à compter de la date de la décision implicite de rejet de la réclamation (silence gardé pendant plus de deux mois sur la réclamation).

ARTICLE 8

Le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, tous les Agents de la Force Publique et les Agents de la Police Municipale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Fait à Bourgoin-Jallieu, le lundi 29 décembre 2025

Sébastien CHALESSIN

10ème Adjoint au Maire
en charge des Espaces Publics,
de la Voirie et des Espaces Verts

